

(G. Pompidou, le 20 juillet 1973.)



**LA FRANCE
VA BIEN,
EN SE PROMENANT
ON LE CONSTATE**

**POURTANT
VOUS AVEZ BIEN VU
CET ETE**

LIP, NOGUERES, ROMANS...

... L'emploi est menacé au nom de la rentabilité capitaliste.

Les travailleurs refusent de faire les frais de la crise économique dont ils ne sont pas responsables.



LE GACHIS

A Marmande, le 26 août, 11 000 kilos de tomates à la décharge. Cet été 10 000 tonnes de fruits ont été détruits en France. Effet aberrant de la politique agricole du gouvernement qui frappe et les paysans et les consommateurs.

LA CRISE MONETAIRE

... Ça continue.

Au fait qui, en une nuit, a gagné des fortunes en vendant ou achetant au bon moment dollars, marks ou yens ?

L'ouvrier, l'intellectuel, le cadre, le petit épargnant ou le banquier milliardaire ?



TOUT AUGMENTE

... Comment joindre les deux bouts à la rentrée ? Les prix ont augmenté de 11 % en un an. Loin de s'y opposer, le gouvernement a donné l'exemple : téléphone, essence, redevances télévision, loyer, pain, gaz, électricité, autoroutes, fournitures scolaires et les impôts plus lourds sont exigés un, parfois deux mois plus tôt.

**LE PARTI COMMUNISTE
S ADRESSE A VOUS**



MESSMER AVAIT PROMIS

Rappelez-vous les promesses faites à Provins. La majorité déclarait avoir entendu les Français. Elle avouait des « bavures ». Mais tout allait changer.

Aujourd'hui le nombre des mécontents n'a cessé de croître. Les Français seraient-ils devenus des ingrats ? Evidemment non. La réalité c'est que les conditions de vie de l'immense majorité des Français n'ont cessé de s'aggraver. Pour que ça change, il faut vraiment changer de politique.



PEYREFITTE AVAIT FAIT PEUR

Pour se maintenir au pouvoir la majorité, Peyrefitte en tête, s'est livrée au cours de la campagne des élections législatives de mars dernier à une grossière falsification du Programme commun, le présentant comme devant conduire la France à la ruine, au gâchis, au totalitarisme, à la collectivisation de tout. Une fois encore l'anticommunisme a servi à tromper nombre de victimes de la politique réactionnaire du pouvoir.

ET IL EST DE PLUS

EN PLUS DIFFICILE DE VIVRE



Au début de l'année, les promesses n'avaient pas manqué. Une ère de prospérité allait s'ouvrir pour les Français. Les mois passant, une autre réalité se fait jour. Les difficultés d'existence s'accumulent pour le plus grand nombre.

La première raison de ces difficultés c'est la hausse effrénée des prix. Les familles laborieuses se demandent comment elles vont faire face aux échéances de la rentrée.

Le gouvernement, non seulement ne prend aucune mesure efficace contre cette hausse vertigineuse des prix, mais la favorise largement en augmentant tous les tarifs publics.

Amputé par la hausse des prix, le pouvoir d'achat des travailleurs souffre aussi de l'aggravation de la charge fiscale. Il faut payer toujours plus d'impôts et payer de plus en plus tôt.

Les licenciements collectifs, les liquidations d'entreprises sont de plus en plus nombreux.

Il y a l'affaire LIP, la situation

dans l'industrie de la chaussure à Romans, les licenciements envisagés un peu partout. Chaque fois, pouvoir et grand patronat parlent de rentabilité. Mais la rentabilité du grand capital s'oppose à la rentabilité sociale et nationale.

En vérité, les ministres et les barons de la finance sacrifient délibérément des entreprises, des branches d'industrie d'intérêt national, l'économie des régions au bénéfice de quelques firmes géantes étendant leurs activités à l'échelle internationale.

Le pouvoir voudrait faire supporter aux travailleurs de la ville et de la campagne les conséquences de la crise.

En même temps, et pour imposer ses vues, il a recours à l'autoritarisme et s'attaque aux libertés.

Dès le lendemain des élections, Pompidou avait donné le ton en affirmant que ce qu'il faut au pays c'est « l'ordre ». De Druon à Galley en passant par Fontanet et Messmer, chacun des ministres a mis un point d'honneur à ne pas être en

reste en multipliant les déclarations fracassantes contre les organisations syndicales et démocratiques, contre tous ceux qui n'acceptent pas de se soumettre servilement aux diktats du pouvoir.

L'arsenal des lois répressives se développe, les libertés communales sont rognées, les actes d'arbitraire se multiplient, la pratique des écoutes téléphoniques s'étend. Le grand patronat se sent ainsi encouragé à porter atteinte aux libertés syndicales, à multiplier les brigades et les licenciements abusifs contre les militants syndicaux et politiques, à faire appel aux C.R.S. que Marcellin met d'ailleurs généreusement à sa disposition, à organiser lui-même des milices contre les travailleurs.

Si les conditions lui paraissent réunies, le pouvoir peut être tenté de franchir un nouveau pas dans le renforcement des structures autoritaires du régime. Conscients du danger, les communistes organisent dès à présent, avec résolution, la riposte à toutes les atteintes aux libertés.

LES PROBLEMES RESTENT

ILS VOUS MENTENT

ÇA VA MAL... ?

« C'est la faute à tout le monde ? »

Devant les graves difficultés que connaît le pays, les partisans du pouvoir actuel appellent au « rassemblement national », à « l'union sacrée » face à une crise qui menacerait tous les Français.

C'est une mystification.

Comment l'ouvrier, l'employé, l'intellectuel qui ne dispose que de son salaire, pour vivre, le paysan qui ne reçoit pas le juste prix de son travail, seraient atteints de la même façon par l'inflation, par la crise monétaire que le PDG, l'affairiste multimilliardaire qui vendent au prix fort, spéculent sur l'immobilier ou sur les monnaies, placent leurs capitaux à l'étranger ?

A la vérité, les uns sont les victimes, tandis que les autres sont les responsables.

Certes, les grands capitalistes américains ont une part essentielle de responsabilité dans la crise qui secoue le système tout entier. Ils veulent, en s'appuyant sur le rôle privilégié du dollar, faire supporter aux autres pays les conséquences de cette crise.

Mais les dirigeants français des grandes affaires et leur gouvernement ne sont pas blancs comme neige.

Et ils voudraient, aujourd'hui, que les travailleurs les soutiennent pour aggraver encore cette même politique.

Ce n'est pas non plus de gouvernants qui reculent depuis 1969 devant les exigences américaines qu'il faut attendre une politique intransigeante de défense des intérêts nationaux.

La politique extérieure du gouvernement Pompidou présente, en effet, le même caractère réactionnaire que sa politique intérieure. Il est déplorable de constater que la politique du pouvoir a placé la France à la traîne du mouvement vers la détente, le désarmement et la paix.

ÇA VA MAL... ?

« Leur remède : l'anticommunisme. »

Quand un gouvernement a peur du mécontentement du peuple il sort

la vieille astuce, l'anticommunisme. Nous assistons à une violente recrudescence de l'anticommunisme.

De quoi s'agit-il ? Diviser les travailleurs, les démocrates. Faire reculer l'union de la gauche et aussi tenter d'affaiblir le parti communiste français combattant résolu contre le pouvoir et initiateur du Programme commun.

Le parti communiste français accepte et acceptera toujours le débat, avec ceux qui ne pensent pas comme lui, et aussi avec les gens qui, dans le peuple, lui sont hostiles, mais la déformation systématique de ses positions, l'anticommunisme ne servent que le grand capital.

LA SOLUTION C'EST AGIR ET S'UNIR



POUR PROTEGER LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA CRISE

En se fondant sur le Programme commun de la gauche, le Parti communiste français propose :

- arrêt de la politique de hausse des prix et notamment le blocage des prix des produits de première nécessité et des tarifs publics ;
- relèvement des salaires, pensions et retraites, réduction de la T.V.A. sur les produits courants, allègement du coût du crédit à la consommation, attribution d'une prime de vie chère aux familles prise sur les excédents des caisses d'allocations familiales ;
- arrêt du démantèlement du potentiel industriel français et garantie de l'emploi ;
- utilisation prioritaire des fonds publics pour les investissements publics, particulièrement les équipements collectifs et notamment le logement social ;

• organisation d'un contrôle strict des mouvements de capitaux destinés à la spéculation, relèvement des impôts sur les profits des grandes sociétés capitalistes.

• suppression des dépenses parasitaires, l'arrêt des essais nucléaires et la renonciation à la force de frappe ;

• mise en application et extension des accords de coopération avec tous les pays sans discrimination qui permettrait de rééquilibrer les échanges commerciaux.

ET PLUS QUE JAMAIS, LE PROGRAMME COMMUN.

En s'attaquant à la source du mal, c'est-à-dire au règne sans partage des puissances d'argent, il permettrait de satisfaire les grandes revendications populaires dans le cadre du progrès de l'économie nationale, de faire de la France une terre de liberté, de garantir son indépendance, tout en lui ouvrant dans le monde un rôle nouveau.

LE PARTI COMMUNISTE A VOS COTES DANS LA LUTTE

Le mécontentement est profond dans le pays. Il est naturellement le fait de ceux qui, en mars dernier, ont condamné la politique de la coalition UDR-Indépendants-centristes. Mais il touche aussi d'autres Français impressionnés par les promesses du pouvoir ou par l'anticommunisme et qui font aujourd'hui leurs comptes.

Des luttes économiques et sociales se développent.

C'est la lutte qui permettra aux travailleurs de faire obstacle aux projets néfastes du grand patronat et du pouvoir, d'obtenir certaines satisfactions immédiates.

C'est la lutte qui contraindra le pouvoir à renoncer à ses plans de régression sociale, qui entravera sa politique d'abandon national, qui imposera certaines des mesures que nous proposons. C'est dans la lutte unie des travailleurs, des différentes couches sociales victimes du grand capital que se construira la vaste et puissante Union Populaire majoritaire qui assurera le succès du Programme commun.

Les communistes seront toujours aux côtés des travailleurs dans leurs luttes et prendront les initiatives susceptibles de les aider à en assurer le succès.

LE 23 SEPTEMBRE LES ELECTIONS CANTONALES 15 MILLIONS DE FRANÇAIS VOTENT C'EST POLITIQUE



Le pouvoir craint le verdict populaire. Il s'emploie à présenter ces élections comme apolitiques.

Bien au contraire, les affaires départementales (aide sociale, routes, logement, écoles, hôpitaux, adduction d'eau) sont des affaires politiques qui dépendent des moyens que le gouvernement accorde — ou plutôt n'accorde pas — pour les équipements des cantons et départements.

Ce vote du 23 septembre aura une signification politique ; ce sera une occasion pour chacun des 15 millions d'électrices et d'électeurs de se prononcer clairement contre la politique réactionnaire du pouvoir. **Voter communiste, c'est agir.**

Voter communiste, ce sera le meilleur moyen de s'opposer à la politique de vie chère, d'impôts trop lourds, de dégradation de l'emploi poursuivie par le pouvoir, avec le soutien des hommes de la réaction dans les conseils généraux. Ce sera agir pour la satisfaction des revendications sociales.

Voter communiste, ce sera se prononcer pour une gestion sociale et démocratique des affaires départementales, pour que le Conseil général ne soit pas un exécutant docile des injonctions gouvernementales mais agisse vigoureusement pour limiter la charge fiscale, obtenir les moyens nécessaires en faveur

du logement, de l'école, de la santé, de l'équipement urbain et rural, de la culture et du sport.

Voter communiste, ce sera s'affirmer clairement pour les solutions du Programme commun de la Gauche.

Voter communiste, ce sera agir pour le maintien et le renforcement de l'union des forces de gauche et dire oui à l'Union populaire.

DANS LES CONSEILS GENERAUX LA VOIX DES COMMUNISTES, C'EST LA VOIX DES SIMPLES GENS

Bien qu'il dispose d'une influence importante, le Parti communiste français n'est pas représenté dans des départements et parfois dans des régions entières, en raison de l'injustice du découpage et du mode de scrutin.

Dans ces conditions, la voix des travailleurs a bien du mal à passer les murs de la salle de séance.

Les mêmes hommes occupent toutes les places, parfois depuis des dizaines d'années. Et ils ne font rien d'efficace. L'économie départementale stagne ou périclite, l'emploi se dégrade, les voies de communication manquent, les équipements, les logements sont d'une insuffisance criante. Mais il n'y a pas de communistes pour « mettre le nez » dans

la gestion, saisir chaque possibilité de réaliser en faveur de la population, mener une bataille vigoureuse contre la tutelle étouffante du pouvoir central.

Voilà pourquoi il faut que la voix du Parti communiste, puisse se faire entendre dans chaque conseil général.

Il faut aussi renforcer partout la représentation des communistes. Car dans tous les Conseils généraux où leur poids n'est pas suffisant, l'action pour le progrès social, pour le développement des villes et villages, des départements et régions s'en trouve affaiblie.

Ce dont ont besoins les travailleurs, c'est d'élus combattifs, compétents, dévoués, soucieux de l'union, comme le sont les élus communistes.

j'adhère au parti communiste français

nom :
prénoms : âge :
adresse :
localité : dépt :
profession :
lieu de travail :
signature :

Ce bulletin est à remettre à un communiste de votre connaissance ou à envoyer au siège du Comité Central du Parti Communiste Français : 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris.